

Journée internationale des prisonniers politiques : Liberté pour les prisonniers et les prisonnières politiques palestinien·es

17 avril – Journée internationale des prisonniers politiques
Soutenons les prisonnier-es politiques palestinien-nes



La population de Gaza subit un génocide en cours. Dans le même temps, l'État d'Israël utilise d'autres moyens pour mettre en œuvre et accélérer la colonisation, le nettoyage ethnique en Cisjordanie occupée y compris Jérusalem-Est.

Depuis de trop nombreuses années, la population palestinienne subit les arrestations massives, les tribunaux militaires, les détentions arbitraires, les tortures, les traitements indignes, l'absence de soins qui peut conduire à la mort.

C'est encore pire depuis le 7 octobre. En 6 mois, plus de 7 000 arrestations dont 500 mineurs, plus de 4 400 ordres de détention administrative émis par les tribunaux militaires israéliens. La détention administrative, renouvelable à l'envi, permet d'emprisonner un homme, une femme, un mineur sans procès, sans qu'aucune charge, aucune preuve ne soit communiquée à l'avocat. Les ré-arrestations sont systémiques. Et il n'est pas possible, à ce jour, de connaître le nombre de personnes arrêtées à Gaza et qui ont disparu.

Depuis le 7 octobre, 15 prisonniers de Cisjordanie et Jérusalem-Est et 27 de Gaza sont morts en détention suite à des tortures et à l'absence de soins.

Au 4 avril, plus de 9 400 Palestinien·es sont emprisonné·es par Israël dont 200 mineurs, dont 3661 en détention administrative.

Les témoignages de prisonniers et prisonnières recueillis après leur libération décrivent l'innommable : des arrestations très violentes, des tortures et des violences sexuelles infligées pendant les interrogatoires, dans les cellules, une humiliation permanente, une nourriture en

quantité misérable et dont des animaux ne voudraient pas, une surpopulation carcérale organisée, une absence totale d'hygiène, de soins. Ces hommes, ces femmes, ces enfants, doivent endurer des conditions de détention dégradantes qui les privent de toute humanité. Les visites sont interdites.

Le peuple palestinien fait face à une vengeance d'État.

Ce que les prisonniers et les prisonnières subissent, de l'arrestation à la sortie de détention, est un outil de répression, de harcèlement, de maintien dans l'insécurité permanente au service du régime d'apartheid israélien. Il est utilisé par Israël pour briser le peuple palestinien, pour le déshumaniser et poursuivre la colonisation, le nettoyage ethnique en Cisjordanie occupée et le génocide en cours à Gaza.

Comme si cela ne suffisait pas, l'État d'Israël y ajoute les punitions collectives infligées aux familles de prisonniers : démolition de maison, rétention des corps après le décès du prisonnier.

Ces conditions d'arrestation, d'interrogatoire, de détention, les punitions collectives violent le droit international humanitaire (droit de la guerre)

Le peuple palestinien reste debout, résiste, nous restons à ses côtés.

En ce 17 avril, journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens, l'AFPS dénonce la violation permanente et institutionnalisée du droit international par l'État d'Israël et apporte tout son soutien à la lutte du peuple palestinien pour le respect de ses droits.

L'AFPS demande que la France prenne les mesures qui s'imposent pour faire pression sur l'État d'Israël afin qu'il cesse cette politique illégale et indigne de répression à l'égard du peuple palestinien. Elle doit exiger la libération de tou·tes les prisonnier·es politiques palestinien·nes.

Le Bureau National de l'AFPS, le 17 avril 2024